













CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestation de nettoyage des vitreries de la Caf de
l'Isère et la Cnam de Savoie**

Caf de l'Isère
3 Rue des alliés
TSA 38429
38051 GRENOBLE CEDEX 9

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestation de nettoyage des vitreries de la Caf de l'Isère et la Cpm de Savoie
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	2 ans
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Type d'accord-cadre	5
1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents	5
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
4 - Durée et délais d'exécution	7
4.1 - Durée du contrat	7
4.2 - Reconduction	7
4.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents.....	7
5 - Prix	7
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	7
5.2 - Modalités de variation des prix.....	8
6 - Garanties Financières	8
7 - Avance	9
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	9
7.2 - Garanties financières de l'avance	9
8 - Modalités de règlement des comptes.....	9
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
8.3 - Délai global de paiement.....	10
8.4 - Paiement des cotraitants.....	10
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	10
9 - Conditions d'exécution des prestations	10
9.1 - Réunion préalable	11
9.2 - Etat des lieux	11
9.3 - Réunion de suivi	11
9.4 - Notification et information.....	11
10 - Développement durable	12
10.1 - Clauses environnementales.....	12
11 - Constatation de l'exécution des prestations	12
11.1 - Vérifications	12
11.2 - Décision après vérification	13
12 - Pénalités.....	14
12.1 - Pénalités de retard.....	14
12.2 - Autres pénalités spécifiques	14
13 - Assurances.....	15
14 - Clause de réexamen	15
15 - Résiliation du contrat	16
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	16
15.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents	16
15.3 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	17
16 - Règlement des litiges et langues.....	17
17 - Clauses complémentaires	17
17.1 - Obligations de conseil	18
17.2 - Modifications des prestations des marchés subséquents	18
18 - Dérogations	19

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent marché est soumis à la réglementation applicable aux marchés publics à savoir :

- l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés passés par les organismes de Sécurité Sociale
- Le Code de la Commande Publique issu de l'Ordonnance N°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret N°2018-1075 du 3 décembre 2018.

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Prestation de nettoyage des vitreries de la Caf de l'Isère et la Cnam de Savoie

La consultation a pour objet des prestations de nettoyage de la vitrerie pour un groupement de commande de la Caf de l'Isère et la Cnam de Savoie. Cette consultation fait suite à une consultation n°2024CAF38M01F - LOT 10 déclarée sans suite pour motif d'intérêt général et dans le cadre de la procédure relative aux prestations de nettoyage des locaux et organismes de Sécurité Sociale de la région Auvergne Rhône Alpes.

Le présent accord cadre définit la consistance des prestations, les délais de réalisation et leurs spécifications sont contenus dans le CCTP et les annexes du CCTP et répartis selon les organismes.

Le titulaire s'engage à une obligation de résultat et mise en œuvre de moyens minimaux au moins équivalents à ceux définis par le titulaire dans son offre (annexes AE y compris cadre de mémoire technique) pour exécuter les prestations dans les conditions définies ci-après et au CCTP.

Cette obligation de résultat s'applique aux surfaces susceptibles d'être rattachées au marché.

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents.

Intervenants :

Parties contractantes :

Les parties de l'accord cadre sont : D'une part, les membres du groupement de commande qui ont désigné dans la convention constitutive de groupement la Caf de l'Isère, comme coordonnateur du groupement,

D'autre part, l'entreprise, ou le groupement d'entreprises, titulaire du lot, désigné dans le présent CCAP par l'expression "le titulaire".

La Caf de l'Isère, coordonnateur du groupement ayant la qualité d'acheteur, est représentée par Mme Devynck, Directrice de la Caf, située 3 rue des alliés à Grenoble (38051) ou son représentant.

Le titulaire désigne, dès la notification du marché, la ou les personne(s) ayant qualité pour le représenter.

Les organismes bénéficiaires sont représentés par leur Directeur respectif.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et financier de chaque organisme bénéficiaire.

L'accord-cadre s'exécute dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

- CPAM de Savoie
- et la Caf de l'Isère

Le coordonnateur du groupement de commandes est : Caf de l'Isère et membre du groupement. Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre signe un marché subséquent et doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Les marchés subséquents seront en application avec maximum en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Ils seront des marchés à bons de commande pour la partie non forfaitaire et des marchés à prix forfaitaire pour les prestations de bases décrites au CCTP et prévues dans la décomposition des prix globales et forfaitaires.

1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont signés après que le titulaire ait été notifié par l'accord cadre.

Elle correspond à la durée fixée à l'accord cadre soit :

Période initiale de 2 ans (de la notification du marché au 31/12/2026) reconductible 2 fois par tacite reconduction par période d'un an soit fin au 31/12/2028.

En cas de non-reconduction de l'organisme adhérent, un préavis de 3 mois avant échéance sera réalisé.

Les organismes bénéficiaires de l'accord cadre (définis à l'article 1.1 ci-dessous) commandent les prestations dans le cadre des marchés subséquents conclus avec le titulaire. Ces marchés subséquents sont conformes aux marchés subséquents types figurant en annexe du présent document.

Pouvoir adjudicateur habilité à passer un marché subséquent

Caf de l'Isère

Cpam de Savoie

Droit d'exclusivité du titulaire de l'accord-cadre :

Le présent accord-cadre comporte l'engagement pour le groupement de contracter exclusivement avec le titulaire désigné par l'accord cadre pour les sites mentionnés en annexe.

Les membres du groupement se réservent cependant le droit d'organiser des consultations spécifiques auprès d'autres entreprises dans le cas suivants :

- lorsque le titulaire ne répondrait pas à la demande d'un organisme ou proposerait une offre non conforme au présent contrat.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) de l'accord cadre
- Annexe 1 à l'acte d'engagement : la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Annexe 2 à l'acte d'engagement : Le bordereau de prix (BPU)
- Annexe 3 à l'acte d'engagement : Décompte horaire en ce qui concerne le nombre d'heure indiqué uniquement
- Annexe 4 à l'acte d'engagement : le cadre mémoire technique du candidat
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) communs à l'ensemble des organismes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Annexe 1 au CCTP : Etat descriptif des bâtiments
- Annexe 2 au CCTP : Fréquence d'intervention des prestations demandées
- Annexe 3 au CCTP : Horaires des bâtiments
- Annexe 5 au CCTP : Feuille de contrôle (exemple)
- Le(s) marché(s) subséquent(s)
- Tous les documents produits par le titulaire en cours de marché (bons d'intervention, cahiers de liaison, planning d'intervention, etc....)
- Les actes spéciaux de sous traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les bon de commandes

Les pièces évoquées ci-dessus sont réputées déroger à toutes conditions de vente (générales, particulières, spéciales...) émises par le titulaire dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquence en priorité. Toutefois, dans le cas où des conditions plus favorables aux intérêts du pouvoir adjudicateur; leur application reprendrait un caractère prioritaire.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes : Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, et le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseur au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, fichiers et décisions dont il aura la connaissance à l'occasion de l'exécution de l'accord cadre. Le titulaire s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents/informations/de données sur quelque support que ce soit à des tiers sans l'accord préalable de l'organisme. Le titulaire s'engage à restituer à l'organisme à l'issue de sa prestation ou en cas de résiliation, tous les documents cités sus cités ainsi que leur reproduction. Le non-respect de ces dispositions expose les contrevenants à des poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'organisme ou la personne affectée peut prétendre. En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent contrat

Les prestations sont soumises aux règles relatives à la Laïcité et neutralité suivantes :

Le titulaire et ses sous-traitants, amenés à intervenir sur site, sont soumis au règlement intérieur du pouvoir adjudicateur, et notamment à l'article relatif à la neutralité et laïcité. Ainsi, il est attendu que la tenue vestimentaire des salariés traduise le respect de ces obligations. Il est rappelé au

titulaire du marché qu'il est de sa responsabilité de faire connaître et respecter ce règlement intérieur par son personnel, ainsi que par toute personne qui interviendrait à sa demande dans le cadre du marché. Si nécessaire, le titulaire du marché peut obtenir communication de ce règlement sur simple demande.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de maximum 2 ans.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat jusqu'au 31/12/2026.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 2 ans et 24 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

La durée du contrat de chaque marché subséquent est de 2 ans et 24 mois.
Ils ne peuvent s'exécuter plus de 3 mois après la fin de l'accord cadre.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Dans le cadre du marché subséquent, les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prestations sont traitées à prix forfaitaire pour les prestations récurrentes et aux Bordereaux de prix unitaires portés aux annexes de l'acte de l'engagement pour les prestations à la demande.

Les prix unitaires correspondent aux prix des prestations faisant l'objet de bon de commandes supplémentaires à la demande de l'organisme concerné et correspondant aux prix indiqués au BPU. Ces prestations ne sont pas intégrées au prix de la prestation de base du marché de subséquent.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la prestation (équipement, déplacement, assurance, ou autres), le titulaire ne pourra invoquer aucun supplément de quelque nature que ce soit.

Les prestations de base du marché subséquent sont des prestations forfaitaires décrites au CCTP et ses annexes CCTP et selon l'annexe prix forfaitaire de la prestation quotidienne à annuelle. Le prix forfaitaire associé, est établi en fonction des périodicités, des surfaces, des personnels employés, des matériels et des produits mis en service et utilisés.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (010766605 (n) / 010766605 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n soit T4 année n-1.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro soit T3 2024.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Le calcul de la révision des prix est pris en charge **et à l'initiative du titulaire**. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de la révision réalisée. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la révision de prix à la date d'anniversaire du marché.

La révision des prix ne pourra pas être rétroactive, elle sera uniquement applicable sur la période de reconduction à venir.

Si un indice vient à cesser d'exister, les deux parties se mettent d'accord pour le poursuivre sur d'autres bases sans qu'il puisse en résulter l'ouverture d'un droit à indemnité de part et d'autre.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Clause de sauvegarde : Le pouvoir adjudicateur du lot concerné se réserve le droit de rejeter les nouveaux prix et de résilier le marché subséquent sans indemnités de marché pour la partie non exécutée des prestations à la date de changement de tarif lorsque l'augmentation dépasse un pourcentage de 5 % par rapport aux prix de l'année précédente.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index 010766605 « Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 81.21 - Services de nettoyage courant des bâtiments ».

Le calcul de la révision des prix est pris en charge **et à l'initiative du titulaire**. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de la révision réalisée. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la révision de prix à la date d'anniversaire du marché.

La révision des prix ne pourra pas être rétroactive, elle sera uniquement applicable sur la période de reconduction à venir.

Si un indice vient à cesser d'exister, les deux parties se mettent d'accord pour le poursuivre sur d'autres bases sans qu'il puisse en résulter l'ouverture d'un droit à indemnité de part et d'autre.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

se référer au marché subséquent de l'organisme concerné.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance du marché subséquent.

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12 du CCAG FCS, chaque opérateur, membre du groupement d'entreprises, adresse sa demande de paiement au service compétent de l'organisme bénéficiaire.

Le demande de paiement doit respecter la forme définie au CCAP.

- les prestations forfaitaires mensuelles seront réglées à terme échu sur présentation de facture
- les prestations périodiques et sur bon de commande seront réglées après réalisation des prestations définies.

Le titulaire devra joindre à chaque demande relative au règlement des prestations hors prestations mensuelles, l'attestation de réception correspondante.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Seules les prestations effectivement exécutées donnent lieu à un paiement.

Chaque organisme se libèrera des sommes dues en faisant créditer directement du montant de la facture établie, le compte bancaire indiqué par le titulaire dans l'accord cadre.

Le titulaire doit respecter la règle de l'annualité budgétaire.

Aucune facture à cheval sur deux années civiles ne sera admise. Il revient au prestataire de prendre ses dispositions.

Le paiement est effectué, après vérification du service fait à compter de la date de réception de la facture par virement sous réserve des dispositions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements
- aucune erreur ou anomalies relevée lors de la vérification de la facture.

Les demandes de paiement seront présentées aux organismes membres du groupement bénéficiaire des marchés subséquents et selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et seront établies en un original et 1 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;

- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

Les demandes de paiement seront adressées par dépôt électronique sur la plateforme dématérialisée chorus-pro.gouv.fr avec :
n° siret de l'organisme figurant au marché subséquent concerné

pas de code service

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu par l'organisme adhérent. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par courriel ou fax. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'organisme adhérent, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours, ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

9.1 - Réunion préalable

Avant tout commencement d'exécution, une réunion de préparation est organisée par le représentant de l'organisme avec les représentants du Titulaire : Le Directeur d'Agence, l'Inspecteur et le chef d'équipe des sites de chaque organisme afin d'examiner les différents points suivants :

- le plan de prévention ;
- l'état des lieux (selon annexe 1 du CCAP) ;
- l'état des clefs, badges et matériels confiés au titulaire pour l'exécution de la prestation ;
- les modalités de présentation des personnels du titulaire aux responsables des organismes ;
- les modalités de transmission des consignes de sécurité aux personnels du titulaire par les responsables des organismes (règlement intérieur, consignes incendie plan d'évacuation, gestion des alarmes...)

9.2 - Etat des lieux

Le titulaire et le responsable de chaque organisme dresse contradictoirement un état des lieux pour l'ensemble des sites objets de la prestation à réaliser (annexe 1 du présent CCAP).

Le titulaire déclare connaître la constitution des locaux et la consistance des matériels et équipements dont il assure le nettoyage ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en la matière.

Dans un délai de 15 jours suivant la prise en charge, le titulaire peut présenter ses observations sur état des installations qui lui sont confiées. A l'issue de ce délai le procès-verbal est signé des deux parties.

9.3 - Réunion de suivi

Des réunions de suivi peuvent être mises en place à l'initiative de l'organisme bénéficiaire afin :

- D'établir un bilan au vu des doléances du personnel et/ou du public ainsi que des remarques transmises par les responsables de sites ;
- De rechercher des solutions d'amélioration de l'organisation du travail et de la qualité (fréquences de nettoyage, formation du personnel, technicité et méthodologie) ;
- De faire le point sur les effectifs du Titulaire (remplacements, comportements, etc.)
- De vérifier l'engagement du Titulaire pour la réalisation des actions de formation de son personnel (production des justificatifs nécessaires) ;
- De mettre à jour, le cas échéant, le plan de prévention.

Ces réunions mettent en présence :

- Pour les Organismes : le représentant de l'organisme, les responsables des sites des organismes concernés, le représentant du Centre de Ressource Régional le cas échéant ;
- Pour le Titulaire : le Directeur d'Agence, et l'inspecteur des sites concernés.

Elles donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal.

9.4 - Notification et information

Les notifications au Titulaire des décisions et informations du Pouvoir Adjudicateur ou du responsable de l'Organisme pourront être faites :

- Soit directement au Titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- Par lettre recommandée avec accusé de réception, la date de l'avis de réception postale par le Titulaire étant retenue comme date de notification ;
- Soit par courriel (messagerie électronique). Ces modes de notification seront privilégiés.

• La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Toutefois, tout moyen de communication, adapté à la demande en fonction de l'urgence peut être utilisé : téléphone, mail

Le Titulaire utilise le mode de réponse demandé par le Pouvoir Adjudicateur, ou du responsable de l'Organisme. Toute réponse par téléphone est confirmée par écrit.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Respect environnemental pour l'utilisation des produits utilisés

Elles sont décrites à l'article 10.1 du CCAP.

10.1 - Clauses environnementales

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent accord cadre, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnementale et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent accord cadre.

Pour l'entretien des locaux dont il a la charge, le titulaire fera en sorte que les produits utilisés soient éco-labellisés dès que cela est possible, par exemple :

"ECOCERT" ou tout autre label équivalent

"NF Environnement" ou tout autre label équivalent

"Ecolabel européen" ou tout autre label équivalent

"EPA's Safer Choice" ou tout autre label équivalent

"Nature et Progrès" ou tout autre label équivalent

"Nordic Swan" ou tout autre label équivalent

"UL EcoLogo" ou tout autre label équivalent

Par ailleurs, il est précisé que chaque organisme adhérent au groupement procèdera à des contrôles, afin de s'assurer que le titulaire emploie effectivement les matériels et les produits annoncés dans son offre. En cas de manquements à ces obligations, il pourra être fait application aux pénalités prévus au CCAP.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les prestations figurant à l'annexe fréquence ainsi que les prestations à bons de commandes devront faire l'objet d'un bon d'intervention pour attester la prestation rendue, dûment signé par titulaire et le responsable du site ou un représentant du site concerné.

Le bon d'intervention devra être obligatoirement joint avec la facture pour ces postes.

Le personnel devra signaler son arrivée et son départ, par tous moyens nécessaire mis à disposition par le prestataire.

Les vérifications seront effectuées par le responsable du site de chaque organisme adhérent.

Par dérogation aux articles 22 et 23 du CCAG-FSC, les modalités de contrôle sont définies dans le CCTP.

Le titulaire précise dans le cadre de mémoire technique s'il propose une solution technique différente et en décrit la mise en œuvre.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 23 et à l'article 24 du CCAG-FCS, le procès-verbal de vérification est réputé admis en l'absence d'observations formulées dans les 48 h.

Dans le cadre des contrôles effectués par les Organismes et décrits dans le CCTP et par dérogation à l'article 25.2 du CCAG-FCS, l'admission est ajournée jusqu'à ce que les prestations du Titulaire soient revenues à la normale dans les délais impartis mentionnés à l'article 5 du CCTP.

Réfections : Lorsque les Organismes estiment que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, ils peuvent les admettre avec réfaction de prix, selon les indications détaillées ci-après :

- Défaut de qualité lié aux produits, méthodes ou matériels utilisés

Toute défaillance liée à l'utilisation de produits, de méthodes ou de matériels ne respectant pas les normes prescrites par le Pouvoir Adjudicateur donne lieu à une réfaction forfaitaire de 100 €HT (cent euros hors taxe) par manquement constaté. Les dommages provoqués par l'utilisation de ces produits, méthodes ou matériels, doivent faire l'objet d'une réparation pour remise en état des installations ou équipements conforme à l'origine.

Le Pouvoir Adjudicateur peut procéder à des contrôles (Cf. Article 5 du C.C.T.P.). Pour chaque contrôle effectué sur un site, lorsque des insuffisances sont constatées (cette constatation sera effectuée par tout moyen écrit, et en tout état de cause a minima sur le cahier de liaison), le Pouvoir Adjudicateur pourra appliquer de plein droit sur la facture correspondante, les réfections forfaitaires suivantes :

Soit • prononcer le rejet de l'ensemble des prestations pour ce site. Le Titulaire devra néanmoins reprendre à ses frais l'intégralité de la prestation.

Soit • demander au Pouvoir Adjudicateur de résilier le marché.

Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du Titulaire.

Le nombre de contrôles n'est pas limité : il est laissé à la discrétion du représentant du Pouvoir Adjudicateur. Par ailleurs, le personnel encadrant du titulaire est invité à effectuer des contrôles inopinés pour vérifier la qualité des prestations rendus y compris les prestations comprises dans le montant du forfait mensuel (journalières, hebdomadaires, etc....) qui doivent être rendus. (cf CCTP et fiche de contrôle annexe 5).

Il sera également fait application des pénalités telles que prévues à l'article 12.2 si les infractions sont constatées à l'occasion de la vérification des prestations.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé (fixé sur le bon de commande ou sur la fréquence des prestations) par le fait du titulaire, celui-ci en court par jour de retard et sans mise en demeure préalable une pénalité fixée à 10€.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalités. Les jours où la prestation objet de la pénalité a été réalisée n'est pas comptabilisé dans les jours de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de ces pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de prononcer tout autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent et sont déduites de la facture du titulaire suivant le calcul des pénalités. Les défaillances sont constatées au cours des contrôles programmés ou inopinés.

Par dérogation au CCAG, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités journalières de retard.

En tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra excéder 22% du montant forfaitaire annuel des prestations régulières de nettoyage de vitrerie.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire qui peut présenter ses observations à l'organisme dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

L'ensemble des pénalités prévu s'applique dès le 1er euro et sans mise en demeure.

Les autres pénalités applicables sont décrites ci-après.

12.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
non production du planning d'exécution des prestations vitreries par site	Forfaitaire	50,00 €	à compter de l'expiration du délai fixé par le pouvoir adjudicateur du MS (soit 15 jours après la réunion préparatoire ou délai convenu par accord écrit) pénalités applicables : forfaitaire par site
Non-déclaration d'un sous-traitant dans les délais prescrits	Forfaitaire	800,00 €	par infraction constatée

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Manquement aux obligations d'entretien ou de propreté du site ou du matériel	Forfaitaire	80,00 €	suite au résultat du contrôle réalisé y compris contrôle unilatéral (photo pouvant être transmise à l'appui) + (cf article 5.1 du CCTP).
Absence port de vêtements de travail ou équipements de protection Individuelle	Forfaitaire	20,00 €	par infraction constatée
non respect des prescriptions du plan de prévention	Forfaitaire	100,00 €	par infraction constatée
non respect clause environnementale (produit-matériel)	Forfaitaire	50,00 €	par infraction constatée
non respect des consignes de sécurité	Forfaitaire	300,00 €	par constat (non fermeture des locaux, fenêtre, portes, non mise sous alarme du site....)
non respect des fréquences demandées au CCTP ET ANNEXES	Forfaitaire	300,00 €	sur la base des bons interventions attestant la réalisation ou non des prestations et par site concerné
introduction d'un tiers non autorisé	Forfaitaire	100,00 €	par constat
absences	Forfaitaire	100,00 €	par absence pour : une réunion planifiée (à la demande du pouvoir adjudicateur) ou à un contrôle contradictoire de la qualité

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 6 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être notamment initiée dans les cas suivants :

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation du titulaire. Le cas échéant, des prix nouveaux sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues au CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet de l'accord cadre sans en bouleverser l'économie générale.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

La résiliation prévue suite à la mise en œuvre de la clause de sauvegarde est notifiée par le coordonnateur avec un préavis de 5 mois. Elle ne donne pas lieu à indemnité.

15.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet de l'accord cadre ou de non-respect des stipulations de l'accord cadre par le titulaire du lot concerné, l'acheteur peut résilier le marché subséquent aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet au-delà de 15 jours pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG.

Dans le cadre de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur du marché subséquent informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

15.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution du marché, seul le tribunal du pouvoir adjudicateur est compétent en la matière. Il est donné compétence géographique à la juridiction du siège du coordonnateur.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Clauses complémentaires

Changement dans la situation des parties

Durant la période de validité du marché subséquent, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à l'organisme bénéficiaire, tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire.

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social ou de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'autre partie.

Cette notification, lorsqu'elle est faite par le titulaire doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales et d'un extrait du registre de commerce et des sociétés ou du registre du répertoire des métiers.

Dans l'hypothèse où le titulaire viendrait à disparaître par fusion avec une autre société, il est

indiqué que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception par l'organisme bénéficiaire du marché subséquent des documents énumérés ci-dessus.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, l'attributaire est informé que l'organisme adhérent ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement du marché subséquent, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'organisme adhérent n'aurait pas eu connaissance.

17.1 - Obligations de conseil

Le Titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Obligations d'information

Le Titulaire est tenu de signaler aux Organismes tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

17.2 - Modifications des prestations des marchés subséquents

Le Pouvoir Adjudicateur et/ou les Organismes se réservent la possibilité de modifier les prestations initialement prévues dans le marché notamment dans les cas suivants :

- suite à des travaux réalisés dans les locaux,
- en cas de changement d'occupants.

Les modifications concernées sont :

- fréquence de passage ;
- changement de zonage ;
- modification de prestations spécifiques ;
- modification de la surface.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur des marchés subséquents transmet au Titulaire la fiche de site modifiée, y compris dans les cas n'entraînant pas de changement du prix forfaitaire.

17.2.1 : Suspension des prestations

Les Organismes se réservent la possibilité pour des raisons motivées de suspendre des prestations programmées dans le cadre des marchés subséquents notamment en cas de

- fermeture temporaire d'un site ou d'une partie d'un site (zones, paliers etc...) par suite de travaux,
- de déménagement,
- d'inoccupation temporaire de locaux par suite de mise en place du télétravail le cas échéant.

La liste énoncée ci-dessus n'est pas exhaustive.

Dans ce cas, les Organismes devront en informer, par écrit, le Titulaire dans un délai minimum de 30 jours calendaires avant la date de la fermeture temporaire du site.

La suspension doit également et obligatoirement faire l'objet d'une décision des Organismes indiquant :

- le motif de la suspension,
- les prestations qui seront suspendues,

- la période de suspension (date de début et date de fin),
- le montant des prestations correspondantes à déduire du prix forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suspension de prestations décidées par le Pouvoir Adjudicateur. Aucune indemnité ne peut être réclamée quelle que soit la durée de la suspension.

17.2.2 : Suppression des prestations

Un Organisme peut être contraint à fermer (fermeture définitive du site) un ou plusieurs des bâtiments compris dans le marché subséquent. Les prestations programmées concernant ce(s) bâtiment(s) ou partie de bâtiment, seront donc supprimées.

L'Organisme informera le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur de ce changement par écrit, de la date exacte de fermeture de ce(s) bâtiment(s) dans un délai minimum de 30 jours calendaires avant celle-ci.

Il est précisé que la cession de certains sites est en cours de réflexion et peut survenir en cours de marché :

- Cpm de Savoie : cession du site d'Albertville pour un bâtiment plus petit.

Ces modifications font l'objet d'un avenant au marché subséquent de la part du Pouvoir Adjudicateur :

- supprimant les prestations programmées concernant le ou les bâtiments ou partie de bâtiment dans les pièces du marché (CCTP, Annexes techniques etc...).
- diminuant le prix global et forfaitaire mensuel d'un montant égal au prix forfaitaire mensuel des prestations programmées pour ce ou ces bâtiments.

Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par le Pouvoir Adjudicateur. Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

17.2.3 : Ajout de prestations

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'ajouter des prestations au marché subséquent notamment dans les cas suivants :

- Extension ou achat d'un bâtiment, récupération de zones initialement louées ou inoccupées

Pour les ajouts, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de passer un avenant précisant les prestations à réaliser pour les locaux en question (cahier des charges techniques et décomposition du prix global et forfaitaire, le Titulaire transmettra un devis correspondant aux prestations demandées en rapport avec les prix du marché) (voir article 1.4. du présent CCAP).

18 - Dérogations

- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 et suivants du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.2 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 5.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

